

Colloque Auteur(e) pour vivre

Denis Saint-Jacques

Numéro 47, automne 1987

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/39239ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Éditions Jumonville

ISSN

0382-084X (imprimé)

1923-239X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Saint-Jacques, D. (1987). Colloque Auteur(e) pour vivre. *Lettres québécoises*, (47), 10–10.

Colloque Auteur(e) pour vivre

Les 14 et 15 mai dernier, se tenait à Montréal, à la maison Ludger-Duvermay de la Société Saint-Jean-Baptiste, un colloque sur la situation socio-économique des auteur-e-s québécois-e-s. La réunion était organisée par le Centre de recherche en littérature québécoise de l'université Laval avec la participation du ministère des Affaires culturelles du Québec et la collaboration de l'Association des traducteurs littéraires du Canada, du Centre d'essai des auteurs dramatiques, de la Société des auteurs recherchistes, documentalistes et compositeurs, de la Société professionnelle des auteurs et des compositeurs du Québec et de l'Union des écrivains québécois. Les participants réunissaient auteurs, universitaires et divers agents du milieu, intéressés non tant à l'analyse d'un état de faits déjà suffisamment connu qu'à la recherche de solutions utiles.

En toile de fond, une enquête menée sur ce problème en 1984 par Rosaire Garon du ministère des Affaires culturelles, avec l'assistance de Marie-Josée des Rivières et de Sylvie Provost, en collaboration avec les cinq associations professionnelles d'auteurs; rendent compte des résultats de cette enquête, trois numéros de *Chiffres à l'appui*, bulletin du service de la planification, des politiques et de la recherche du MAC, intitulés *Auteur: pleinement ou à demi?* (mai 1986), *L'Écriture des auteurs et le prix des mots* (septembre-octobre 1986), et *Carrière et professionnalisme des auteurs* (novembre 1986/février 1987). La première matinée du colloque était consacrée à cette

enquête, présentée par son responsable, Rosaire Garon, et commentée par une sociologue, Andrée Fortin, qui en garantissait la validité, puis par un économiste, Claude Martin, qui proposait une voie pour doubler les revenus des auteurs. Une modeste taxe à la consommation sur les produits culturels, produits très largement d'origine étrangère dans la situation actuelle au Québec, permettrait de dégager des fonds de l'ordre de cinq millions de dollars qui alimenteraient un *Fonds québécois de soutien aux auteurs* distribuant des subventions par la méthode habituelle des concours et des comités de pairs.

L'après-midi donnait lieu aux interventions des représentants des diverses associations présentes. Force fut de constater une assez grande disparité des propositions avancées en rapport avec la variété des situations des traducteurs, des dramaturges, des écrivains pour les médias, des paroliers et des auteurs de livres. Mais une convergence générale s'est pourtant aisément constituée autour de quelques thèmes clef, dont la nécessité de promouvoir la consommation de la culture québécoise par la défense des «quotas» dans les médias, par la constitution d'un répertoire dramatique national, par un développement adéquat des bibliothèques publiques, par une intervention énergique contre la dépréciation de la littérature comme matière d'enseignement, etc.; le souci de garantir que les subventions gouvernementales profitent bien aux auteurs plutôt qu'à des «intermédiaires gourmands»; la promotion d'un statut social de

l'artiste; la réforme du droit d'auteur et des règles de fiscalité applicables aux auteurs.

Le lendemain, des spécialistes du droit d'auteur, Victor Nabhan, et de la fiscalité, Marcel Racicot, et des gens du milieu, l'agent Louise Myette, et l'éditeur Jacques Fortin, poursuivaient sur la même lancée: promotion du produit culturel québécois, amélioration des règles fiscales, défense du contrat type, réforme du droit d'auteur. La convergence se transformait en solidarité.

La dernière séance allait inquiéter un peu cette belle communauté d'esprit. Pierre Venant, membre de l'équipe éditoriale de *La Presse*, avait été invité pour donner une idée du point de vue que l'opinion publique informée peut se faire de la situation des écrivains et de la validité de leurs revendications. De fait, il apparut que les positions soutenues par les auteurs ne sont pas encore bien comprises dans un milieu pourtant très proche de «travailleurs intellectuels» connaissant des difficultés assez semblables et sûrement le plus approprié pour appuyer de façon efficace leur démarche revendicatrice. Mais l'attitude toutefois très favorable du journaliste laissait bien entendre que ces incertitudes pourraient être levées par une intervention plus cohérente et plus soutenue de la part des auteurs.

Ce qui donnait un programme clair quant aux suites à donner à un colloque dense, animé et, on peut l'espérer, en définitive utile. La situation économique des écrivains reste sans aucun doute scandaleuse, mais des solutions à cet état de faits existent; il faut maintenant coordonner les efforts pour convaincre les pouvoirs politiques de s'impliquer concrètement dans le dossier. □

Denis Saint-Jacques
Directeur du
Centre de recherche
en littérature
québécoise (CRELIQ)
Université Laval
Québec.

Si vous vous intéressez à la littérature québécoise et à nos écrivains, pourquoi ne pas vous abonner à

Lettres québécoises ?

C'est une revue qui leur est entièrement consacrée.

Aidez-nous à parler et à faire parler d'eux.

Lettres québécoises,
C.P. 1840, Succ. B, Montréal, Québec,
H3B 3L4

Tél.: 525-9518

ABONNEMENT

Nom

Adresse

.....

à commencer avec le numéro

Canada	\$12.00
USA	\$12.00 (U.S.c.)
Europe	\$18.00
Institutions	\$15.00
De soutien	\$25.00